

N° 5162⁷

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**portant réorganisation des centres socio-éducatifs de l'Etat**

* * *

AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(20.4.2004)

Sur la base de l'article 19(2) de sa loi organique du 12 juillet 1996, le Conseil d'Etat fut saisi le 31 mars 2004 par le président de la Chambre des députés d'une série d'amendements au projet de loi sous rubrique, adoptés par la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

Les modifications proposées, accompagnées de leur commentaire, étaient complétées d'une version coordonnée du projet de loi.

Le Conseil d'Etat se doit d'emblée de faire remarquer qu'il regrette de ne pas avoir davantage été suivi dans ses propositions de modification de certaines dispositions et en particulier par rapport au principe même de faire intégrer l'unité de sécurité dans le Centre socio-éducatif de l'Etat et accessoirement par rapport au lieu d'implantation de cette unité de sécurité. Il n'entend cependant plus insister tout en maintenant une nette préférence pour le texte par lui proposé.

*

EXAMEN DES AMENDEMENTS

L'*amendement 1* consiste à employer à travers le texte la notion „Centre socio-éducatif de l'Etat“ au singulier et non plus au pluriel, s'agissant bien d'unités séparées, mais fonctionnant au sein d'un seul centre qui les regroupe. Le Conseil d'Etat n'a pas d'observation à formuler à cet égard.

L'*amendement 2* introduit dans la définition de la mission du Centre socio-éducatif de l'Etat le terme de „notamment“, devant permettre au Centre, selon les auteurs de l'amendement, de remplir des missions supplémentaires.

En effet, dans son avis du 16 mars 2004, le Conseil d'Etat avait rendu attentif au fait que des missions décrites *in extenso* risquaient d'empêcher le Centre de s'adapter aux nécessités changeantes, raison pour laquelle le Conseil d'Etat s'était prononcé pour le maintien du texte en vigueur (article 2 de la loi du 12 juillet 1991).

Cette nouvelle disposition n'est pas de nature à répondre aux critiques du Conseil d'Etat, bien au contraire. Chaque fois que le pouvoir exécutif central opère une déconcentration de ses missions, celles-ci doivent être fixées limitativement par le seul législateur. Le Conseil d'Etat doit donc s'opposer formellement à l'amendement en question.

Par analogie à l'approche retenue par le législateur à l'occasion du projet de loi (5174) portant organisation des Maisons d'Enfants de l'Etat adopté par la Chambre des députés, le 19 février 2004, l'article 2 est à rédiger comme suit:

„Art. 2. Par rapport à ces pensionnaires, le Centre, dans le respect des dispositions des conventions internationales pertinentes en la matière, est chargé des missions suivantes:

- 1) une mission d'accueil socio-éducatif;*
- 2) une mission d'assistance thérapeutique;*
- 3) une mission d'enseignement socio-éducatif;*
- 4) une mission de préservation et de garde.“*

L'*amendement 3* reprend les articles 5 et 6 du texte de la loi en vigueur, et non 4 et 5, et suggère de remplacer le procureur général d'Etat comme autorité désignant un des trois membres de la commission de surveillance et de coordination par le ministre ayant la Justice dans ses attributions. Cette proposition rejoint celle faite par le Conseil d'Etat concernant la composition d'une commission consultative. Le Conseil d'Etat n'a donc pas d'observation à formuler à l'égard de ce changement.

L'*amendement 4* consiste à maintenir le texte de l'article 7 de la version initiale du projet de loi tout en y supprimant le détail des missions du chargé de direction ainsi que la disposition figurant à la fin de cet article concernant la taille et la structure des internats. Le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec ces suppressions.

Cependant, cet amendement de l'article 7 ne tient pas compte de l'opposition formelle du Conseil d'Etat (*„L'article 7 a trait à la direction et aux autres postes à responsabilité. Ici encore le Conseil d'Etat s'étonne des pouvoirs y relatifs, accordés à la Commission d'administration et de surveillance et s'y oppose formellement.“*). En effet, selon le Conseil d'Etat, le fait que le ministre compétent puisse seulement désigner le chargé de direction, son adjoint ainsi que les responsables d'unités après avoir obtenu l'avis de la Commission de surveillance et de coordination est inconciliable avec les principes régissant l'organisation administrative de l'Etat. Le Conseil d'Etat maintient donc son opposition formelle à l'encontre de cette disposition.

Suite à l'*amendement 5*, le Centre pourra accueillir à l'Institut d'enseignement socio-éducatif et au sein du service psychosocial, en dehors des pensionnaires, des mineurs et jeunes adultes à condition que ceux-ci soient en difficulté. Les auteurs motivent l'amendement par le fait qu'à l'heure actuelle des jeunes en difficulté profitent régulièrement de cette possibilité. Dans la mesure où ces jeunes ne peuvent pas être aidés par d'autres intervenants dans le domaine de l'éducation et du suivi psychosocial, le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec cette disposition tout en proposant de l'inclure au sein de l'article 1er, ayant trait au champ d'application.

Les *amendements 6 et 7* ont trait à l'application des mesures de sécurité et des mesures de discipline instaurant un avis obligatoire à prendre par le chargé de direction auprès de la commission de surveillance et de coordination en vue de mandater un délégué à la discipline et à la sécurité. Or, il n'est pas admissible aux yeux du Conseil d'Etat de priver de sa responsabilité le chargé de direction en cas d'absence d'avis ou de refus d'approbation de la part de ladite commission. C'est pourquoi le Conseil d'Etat se doit d'insister sur une formulation qui tient compte de ces considérations et partant libellée comme suit en ce qui concerne les deuxièmes alinéas des articles 9 et 10:

„Ces mesures ne peuvent être appliquées par le personnel du centre que sur ordre formel du chargé de direction ou d'un de ses délégués à la discipline et à la sécurité, mandaté formellement à cette fin par le chargé de direction, la commission de surveillance et de coordination demandée en son avis, et désigné parmi l'adjoint au chargé de direction et les responsables d'unité.“

L'*amendement 8* reprend une proposition du Conseil d'Etat, sauf qu'il tend à confier à la direction, et non au directeur, le devoir de veiller à la formation de chaque pensionnaire. Etant donné que les auteurs des amendements n'ont pas suivi le Conseil d'Etat dans sa proposition faite à l'égard de l'article 7, qui consistait à placer le Centre sous l'autorité d'un directeur et ce pour des raisons de responsabilité et de non-discrimination, le Conseil d'Etat maintient son objection de principe et s'oppose fermement à cet amendement.

L'*amendement 9* a trait à l'article 21 (article 24 du texte initial) et dispose que „les règlements grand-ducaux pris sur base de la loi du 12 juillet 1991 portant organisation des centres socio-éducatifs de l'Etat restent en vigueur jusqu'à l'adoption de nouvelles mesures réglementaires“.

Le Conseil d'Etat n'est pas à même de suivre les auteurs des amendements dans cette voie, dans la mesure où les textes amendés ne rencontrent pas ses réserves émises dans son avis susmentionné du 16 mars 2004. A cet égard, le Conseil d'Etat rappelle que des règlements grand-ducaux ne sauraient être ni maintenus ni abrogés par la loi, et ce par application des principes tirés de la hiérarchie des normes et du parallélisme des formes. Il revient au pouvoir réglementaire de veiller à abroger les règlements grand-ducaux n'ayant plus leur place dans le nouveau cadre légal que tend à instituer le projet de loi sous avis. Le Conseil d'Etat ne saurait donc lever son opposition formelle.

Pour rencontrer les soucis des auteurs de l'amendement, il propose de libeller cet article comme suit:

„Art. 21. Les articles 7, 8, 18 et 20 de la loi du 12 juillet 1991 portant organisation des centres socio-éducatifs de l'Etat continueront à servir de fondement juridique aux règlements d'application pris sous son empire.“

Ainsi délibéré en séance plénière, le 20 avril 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

